



## LE LEVIER CULTUREL POUR RÉORIENTER LA FABRIQUE URBAINE ET TERRITORIALE

Emma DELAUNAY : Bonjour à tous les trois, bienvenue, merci d'être là avec nous ce matin pour clôturer cette 44e rencontre. On va commencer avec vous, Maud LE FLOC'H, vous êtes spécialiste de l'urbanisme culturel, et vous êtes directrice et fondatrice du POLAU, le pôle arts et urbanisme, et vous avez produit à l'occasion, un petit guide de l'urbanisme culturel. Peut-être que les contours de cette notion sont encore flous pour certains et certaines.

Maud LE FLOC'H : Merci, merci à l'Agence d'urbanisme de Clermont, à la FNAU, d'organiser cette rencontre sur cette thématique, ça fait longtemps qu'on l'attend. Moi-même je suis urbaniste, je travaille depuis une vingtaine d'années avec les mondes artistiques et culturels, et le terme urbanisme culturel comme disait Michel LUSSAULT, comme disait Paul CHANTEREAU aussi, est un peu un pléonasmisme parce que l'urbanisme est forcément culturel, parce qu'il s'agit de transformer et de faire de la mutation urbaine un objet culturel avant d'être un objet technique ou un objet économique.

Ça fait longtemps qu'on parle de cela, de la culture, de l'art et de la culture pour faire du lien, pour faire du récit, pour enchanter des sujets complexes. Peut-être qu'aujourd'hui, il s'agit de dire que l'art et la culture sont aussi, quand ils sont au contact de territoires, à manier avec précaution parce qu'ils peuvent aussi créer l'inverse de ce sur quoi ils s'engagent, à savoir un peu plus de ségrégation, un peu plus de gentrification, un peu plus de distance et donc de dé-liens, et donc il s'agit d'être prudent en maniant cette intersection.

C'est pour cela que ce métier, ces postures peut-être plus que ces métiers, sont à considérer comme étant des métiers de couture et de haute couture entre le monde de l'art et de la création, et un certain monde de l'art et de la création, pas n'importe lequel, notamment celui qui semble le plus compétent, celui qui joue avec l'espace public, et ce monde des transitions et des transformations des territoires. Donc ce terme « urbanisme culturel », c'est les nouveaux métiers de l'urbanisme qui sont peut-être moins planificateurs, mais peut-être plus assembleurs et curateurs.

Benoît BOUSCAREL : Vous nous dites que ça fait longtemps qu'on parle de ces notions-là, de ces concepts-là, Maud LE FLOC'H. On est censé ce matin « atterrir » selon une terminologie et une réflexion chère à Bruno LATOUR. Qu'est-ce qui s'est posé pendant ces trois jours ? Racontez-nous, faites-nous un peu une synthèse de ce que vous avez entendu, de ce que vous avez pu dire,

hier, ici même sur cette scène. Concrètement, qu'est-ce qu'on a posé pendant ces trois jours et pendant cette rencontre sur ces questions-là ?

Maud LE FLOC'H : Ah, vous me demandez ça.

Benoît BOUSCAREL : Oui, allez-y.

Maud LE FLOC'H : Pas prévu. Ok. Alors, pour ceux qui n'étaient pas là, rappel des épisodes précédents. On est parti en disant « No cultures, no futures », donc on a vu qu'on avait mis des « e » ou des « s ». On a travaillé et surtout, on s'est dit : ok, culture, art, culture. Un, peut-être de dire : ça ne fait pas mal, ça ne fait pas peur. Art et culture sont peut-être des acceptions plus larges que ce qu'on peut imaginer dans la considération de très silo, de l'art vivant, de l'art performant, de l'art contemporain, de la littérature, etc., que l'art et la culture sont plus vastes et sont plutôt des formats, des forces que des formes finies.

Et c'est aussi cela que j'ai pu entendre quand Michel LUSSAULT évoque la notion d'enquête. L'enquête est un format, est une modalité, est une façon de faire culture collective et de ne pas faire forcément un spectacle qui atterrit sur un projet d'urbanisme ou une œuvre d'art à la fin d'une opération urbaine. Non, c'est de mettre dans la matrice même des projets urbains et des opérations, de la dynamique artistique et culturelle.

Donc il y a le mode d'enquête. Il y a d'autres modes. Il y a le mode repérage, il y a la modalité de la résidence ou de la permanence. C'est des modalités qui permettent de composer, de tisser, de tisser pas seulement avec une vision de l'artiste qui viendrait dire une vérité, mais de travailler à une trame, un tissage collectif, par le biais d'une méthode, pas de côté décalé. Donc c'est un peu cela que j'ai entendu et que les agences d'urbanisme pourraient devenir des coopératives d'enquêtes coopératives. Donc j'imagine que cela ouvre un champ immense. Mais qu'est-ce que derrière, j'entends ? J'entends qu'effectivement, se mettre en modalité apprenante et de travailler avec un tissu d'acteurs à la meilleure connaissance des enjeux, des territoires, de tout ce qui nous tombe sur la tête et d'en faire des sujets qui sont portés par un plateau élargi.

Benoît BOUSCAREL : Eh bien voilà. Ça va mouliner et puis on refera le bilan l'an prochain à la 45e rencontre. Bonjour, Valérie MARTIN et merci d'être avec nous. Vous êtes cheffe du service mobilisation citoyenne et média à l'ADEME. Vous allez nous parler aussi de choses concrètes, parce que vous venez évidemment à cette 44e rencontre avec énormément de choses

à proposer du point de vue de l'ADEME. Peut-être un projet de recherche assez concret dont on pourrait parler là pour poser un peu les choses et pour nous orienter aussi dans cette réflexion autour de la culture dans l'urbanisme, la culture dans la réflexion dans un cadre anthropocène, c'est « eXtrême Défi ». Est-ce que vous pourriez nous en dire quelques mots comme ça en entrée ?

Valérie MARTIN : Bien sûr. Bonjour à tout le monde. Merci également pour l'invitation et pour les échanges auxquels j'ai eu la chance d'assister depuis hier. Je n'ai pas entendu beaucoup parler de mobilité pour le moment. Peut-être que je n'étais pas dans les bons ateliers, mais en tout cas c'est un vrai sujet.

Benoît BOUSCAREL : C'est un sujet, oui. On parle de territoires ruraux.

Valérie MARTIN : Exactement. Et en gros, les questions de mobilité, c'est 31% des émissions de gaz à effet de serre. Donc il y a vraiment un enjeu majeur en matière de transition écologique. On voit bien d'ailleurs des politiques de développement du vélo. Enfin bon, tout le monde ne va pas pouvoir faire du vélo. Quand je regarde Le Puy-de-Dôme, il faut déjà être bien sportif. On a aussi un autre constat. Justement grâce au développement du vélo, on a des composants techniques qui permettent d'être de moins en moins chers. Ça aussi, ça nous a interpellés.

On a une demande des gens, même ceux qui ne peuvent se servir que de la voiture parce qu'ils sont dans des territoires périurbains ou ruraux, qui disent, et moi, qu'est-ce que je peux faire ? Je n'ai pas d'offres non plus de transport en commun ou autre. Et puis on voit se développer des véhicules qu'on appelle des véhicules intermédiaires, qui commencent à être commercialisés. Ça va être par exemple l'Ami de Citroën, vous savez, le petit cube gris qui se déplace, qui est commercialisé. Mais tout ça, ça a amené chez nous, Gabriel PLASSAT, qui est en charge du développement de ce projet de cooptation, qui s'appelle eXtrême Défi, et qui est un projet pour faire émerger des véhicules intermédiaires, c'est-à-dire entre le vélo et la voiture, mais qui soient des véhicules beaucoup plus sobres, qui restent quand même efficaces, pour pouvoir faire des trajets du quotidien à la fois pour les particuliers, donc c'est particulièrement adapté, notamment aux territoires périurbains et aux territoires ruraux, mais aussi pour de la petite logistique aux environs de 50 km.

Et puis ce sont des véhicules qui vont être reconditionnables, qui vont être simples, mais qui vont aussi être plus facilement réparables. Et donc cette opération, qui a débuté l'année dernière, a vu se rejoindre de nombreux acteurs. On peut avoir des équipes d'enseignants, des équipes avec des chercheurs également, on a des constructeurs, en tout cas il y a eu 43 équipes qui ont conçu des véhicules intermédiaires, c'est la première étape. La deuxième étape c'est celle du prototypage, c'est celle de cette année. On est déjà en train d'élaborer un certain nombre de prototypes, on peut penser au vélo-car par exemple. Il y a 14 collectivités, dont une dans la belle région du Puy-de-Dôme, puisque

c'est le parc naturel régional du Grand Causse.

Benoît BOUSCAREL : C'est un peu plus au sud.

Valérie MARTIN : Pardon pour ma géographie, qui justement aujourd'hui expérimente des véhicules. On a eu aussi à Millau, le deuxième salon des véhicules intermédiaires. Par cette expérimentation sur le terrain, l'idée c'est que ces prototypes puissent pouvoir rencontrer à la fois les constructeurs, mais aussi les utilisateurs, et bien sûr les aménageurs, parce que ce type de véhicule, comment fait-on pour qu'on puisse être sécurisé ? pour les utiliser ? pour se déplacer ? et donc il y a des enjeux d'aménagements extrêmement importants.

Et puis troisième étape, ça va être la construction ; ça c'est à partir de 2024, une construction beaucoup plus forte, d'une filière française de véhicules intermédiaires. On aura continué les échanges entre l'ensemble des acteurs parties prenantes de ce projet, dont les aménageurs, pour pouvoir en fin de compte, non seulement de faire émerger une filière française, mais aussi une demande.

Et donc il y a eu quelque chose de très concret qui s'est passé aussi cet été, puisqu'il y a eu la diagonale du plein, qui s'est tenue de Concarneau à Arles, ou en fin de compte Julien DOSSIER, qui est quelqu'un d'extrêmement engagé, qui avait voulu faire en gros ce déplacement avec un des véhicules intermédiaires, pour pouvoir montrer d'abord que c'est concret, qu'ils existent, et que ça peut raconter quelque chose. C'est de changer l'intégralité de l'imaginaire qui existe aujourd'hui autour de la voiture, une voiture plutôt grosse, dans laquelle on est plutôt seul, et qui aujourd'hui néanmoins pose la question aussi du rapport à l'autre, du rapport au territoire, du rapport à la ville, du rapport à l'urbain, et du rapport au déplacement de façon plus globale.

Benoît BOUSCAREL : Bonjour Laurent LELLI et merci d'être avec nous. Vous êtes géographe, et vous êtes le directeur d'AgroParisTech. Est-ce qu'on pourrait en dire quelques mots, déjà pour lancer la discussion d'AgroParisTech, le campus ici à Clermont-Ferrand ?

Laurent LELLI : Oui, je suis directeur du campus d'AgroParisTech, de Clermont, mais pas d'AgroParisTech Palaiseau. Pourquoi je suis là ? Parce que finalement, je suis représentant d'une école d'ingénieur agronomique. Tout le monde a entendu parler dans la salle des étudiants d'AgroParisTech qui ont bifurqué il y a quelques années. Donc, pour finir de camper le décor de mon imposture, AgroParisTech ne développe pas de formation sur les questions culturelles. Donc, pourquoi je suis là ? En fait, je suis là parce qu'on travaille sur des questions agricoles, environnementales, sur la question de la santé liée au vivant, et puis, à Clermont, sur des questions de développement territorial.

Et donc, on prend tous les enjeux de la question écologique, de la question agricole, de la question énergétique, aussi à travers un prisme culture. Et donc, ça veut dire qu'on regarde comment les

territoires s'approprient, comprennent ou ne comprennent pas la dimension culturelle dans la capacité à faire des projets de territoire. Et pour ça, en fait, on a des étudiants, alors des agros, une partie est là pour résoudre les solutions par la technologie, et puis une partie est là en disant que la technologie ne suffira pas et il se passe des choses dans les territoires. Il faut qu'on soit équipés pour aller regarder ce qui se passe.

Benoît BOUSCAREL : La vérité est où alors ?

Laurent LELLI : La vérité, elle est probablement entre les deux. Il n'y a pas les bons et les méchants dans cette histoire-là. En tous les cas, je rejoins Michel LUSSAULT sur le fait qu'on n'est pas là pour accuser tel et tel responsable de telle et telle situation. On est là pour aider des jeunes futurs professionnels à prendre des postures différentes, à prendre des postures qui ne se cantonnent pas à regarder par le prisme de l'opinion. Aujourd'hui, on est quand même avec des étudiants qui ont ce risque de regarder ce qui se passe avec une approche qui n'est pas suffisamment informée, outillée, on ne met pas suffisamment en relation les choses. On aborde très peu la dimension systémique, finalement, elle fait peur. Et donc, on essaie de mettre les étudiants en situation de réfléchir. Et l'approche culturelle, c'est une approche qui décroïssonne.

Benoît BOUSCAREL : C'est une hybridation des formations que vous proposez. On peut dire ça comme ça ?

Laurent LELLI : On essaie. On essaie d'hybrider. Hybrider, ça veut dire quoi ? Ça veut dire que la réalité de ce que l'on a à regarder, à étudier ensemble, nécessite qu'on travaille avec d'autres, qui ont d'autres réalités, d'autres regards, d'autres façons de penser ce sur quoi on travaille. Donc, oui, on essaie d'avoir des formations dans la formation initiale et dans la formation continue. Le recours aux artistes, oui, aux philosophes, les relier aux écologues, aux techniciens, pour nos questions. Ça crée des mondes de confrontations, de frictions, parfois d'incompréhension.

On analyse aussi à travers un travail de terrain et d'enquêtes, finalement, qu'est-ce que produisent ces frictions ? ces controverses ? dans le but de trouver une voie et pas une solution. Je crois que personne, en tous les cas de notre côté, les logiques de recherche, l'enseignement et de recherche, l'apprentissage qu'on mène, sont des logiques d'extrême modestie, d'humilité. On co-construit les savoirs et les actions ensemble. Ça veut dire que nous sommes, enseignants et chercheurs, dans un partage de la prise de risque de la mise en œuvre du projet territorial. La culture là-dedans est un bon moyen de saisir aussi les choses, malgré tout, aussi avec un peu d'optimisme.

Benoît BOUSCAREL : Ça, c'est extrêmement important. C'est ce que vous nous disiez en préparant cet entretien. On doit pouvoir, il faut pouvoir, rajouter, remettre un peu d'optimisme. Mais notamment, après aussi, les premières journées de ces rencontres qui ont été un peu, effectivement, accés sur un regard réaliste de la situation. Vous, vous voulez remettre un peu d'optimisme, et puis vous me disiez aussi en

entrant sur scène tout à l'heure, du punk aussi, vous voudriez remettre un peu de punk. Alors allez-y, Laurent LELLI.

Laurent LELLI : L'optimisme, il est corrélé à la lucidité. C'est-à-dire, nous, on bosse avec les acteurs de l'agriculture. La question de l'anthropocène, ils l'ont, ils l'ont déjà pris dans le mur. Et ils sont en difficulté. Ils sont en difficulté économique, ils sont en difficulté psychologique, ils sont en difficulté social. Et donc, c'est des acteurs qui viennent nous voir avec deux réflexes. Le premier, nous dire comment peut-on changer vite pour sortir de cet état de troubles ? Et quelles sont les solutions que vous, chercheurs, vous pouvez nous apporter pour qu'on n'ait pas mal trop, trop longtemps ? Et en fait, les solutions, on les a en filigrane chez un certain nombre d'acteurs, agriculteurs, qui utilisent la culture comme un élément aussi pour refaire société et refaire lien.

J'ai un exemple en Italie, dans une région que vous connaissez sans doute, qui est la région de Naples, avec tout ce qu'on connaît de corruption, de difficultés environnementales, et des agricultrices, enfin, un réseau de femmes qui reviennent sur un territoire agricole et qui produisent une agriculture biologique en travaillant la question culturelle, en travaillant avec des associations, en travaillant avec de l'insertion sociale. Si ça ne ce n'est pas de la culture, avant tout, je ne sais pas ce que c'est. Et ces démarches-là sont extrêmement positives à montrer aux étudiants, à faire développer, à faire connaître, et puis à essayer. C'est à prendre au sérieux ces démarches-là. Il ne faut pas s'en moquer.

Emma DELAUNAY : Vous êtes assez critique sur l'approche culturelle qu'on peut avoir aujourd'hui en France. Vous dites que c'est une approche où les jeunes générations n'ont pas forcément de place, on leur fait pas confiance, on leur dit « Tu dois d'abord connaître l'histoire, l'histoire commune, peut-être le récit national aussi et après, tu pourras nous donner tes propositions ». Vous n'êtes pas du tout d'accord avec cette vision-là ?

Laurent LELLI : Non, je ne suis pas d'accord parce que je suis père. J'ai des enfants avec lesquels on doit discuter de tout ce qu'est la situation aujourd'hui, dans laquelle on se trouve. Et je trouve que quand on fait des démarches participatives, on sait qui est ce qu'on a autour de la table, les gens qui ont un peu le temps, les gens qui sont la retraite. On a d'extrême difficulté à faire de la participation intergénérationnelle. Et effectivement, on a un tropisme de nos générations, de finalement dire « Oui, c'est gentil, elle est sympa, elle est amusante ta proposition, mais bon, ce n'est pas réaliste, ce n'est pas sérieux. » Or, on travaille pour les générations futures, on invente les territoires des générations futures et finalement, on ne leur donne pas trop droit au chapitre.

Benoît BOUSCAREL : Maud LE FLOC'H, tout à l'heure, on évoquait en coulisses le fait que l'urbanisme et l'agriculture sont finalement un peu nées ensemble. Quand vous écoutez Laurent LELLI parler, est-ce que ça résonne de manière particulière pour vous ? Vous ne comprenez pas ma question ?

Maud LE FLOCH : si si, mais on n'a pas du tout parlé de ça en coulisses. En fait, c'est un bon joueur. Donc je vais essayer de le dire quelque chose. Ces pratiques anthropocentrées, très anthropocentrées, urbano-centrées, agri-centrées, viennent un peu à l'envers de l'éco-centrisme qui est un peu recherché aujourd'hui. Alors je peux peut-être vous parler d'une expérience qu'on a menée, que j'ai pu initier en 2019, Michel LUSSAULT en a parlé hier, celle du Parlement de Loire, donc qui est un procédé, qui est une démarche, qui part d'une fiction.

Et si on faisait un Parlement de Loire, inspiré du Parlement des choses de Bruno LATOUR, à partir d'un paysage d'alerte, à partir d'enjeux qui sont ceux qu'on retrouve sur la Loire : pollution, biodiversité dégradée, débit naturel en baisse, sécheresse, enfin, toutes ces alertes, comment on peut, on dirait qu'on ferait un Parlement de Loire. On est parti là-dessus. On a demandé à Camille DE TOLEDO de venir nous aider à faire un Parlement de Loire.

Qu'est-ce qu'un Parlement de Loire ? On ne sait pas, inventons-le ensemble, et pour l'inventer, on va créer une commission et on va mettre en place des auditions. On va jouer à faire une enquête d'information parlementaire, et donc on va auditionner des sachants : Bruno LATOUR, Frédérique AÏT-TOUATI, Valérie CABANES, etc. mais aussi des enquêtes de terrain, des enquêtes démarches, à se mettre à l'écoute d'un affluent pollué, mais aussi à aller dormir sur une île de Loire, seul, se mettant en contact avec les éléments naturels, nager dans le fleuve, etc.

Et donc ce système d'auditions, vous voyez, très large, des savoirs sachants, des savoirs situés, des savoirs résurgents, de se mettre le corps aussi en dynamique, a créé cette dynamique d'enquêtes collectives. Je veux dire par là, c'est qu'en partant de cette fiction, et si on faisait un Parlement de Loire, c'est un peu de cela quand on parle de mise en récit. Le récit permet déjà de mettre ensemble un certain nombre d'acteurs, et devient donc, c'est ce que (Alain) DAMASIO cite souvent, la fiction est performative. Déjà les choses arrivent en posant l'arc narratif, les choses commencent déjà à arriver. Et donc c'est autant de temps peut être gagné, de conscience assemblée, pour faire projets dès lors qu'on fabrique une histoire commune. Donc, vous voyez, j'ai retourné votre question, cher ami.

Emma DELAUNAY : Il y a une vraie question sur les imaginaires, et vous vous saisissez donc de cette acculturation pour recréer des récits, vous nous l'avez dit, Valérie MARTIN. Il y a un vrai enjeu à créer des nouveaux récits complètement différents de celui qui est dominant aujourd'hui, lié à la surconsommation.

Valérie MARTIN : Oui, tout à fait. Aujourd'hui, on se rend compte qu'on baigne dans des récits qui sont techno-solutionnistes, consuméristes, productivistes, illimitistes. J'ai noté la phrase tout à l'heure, sur les territoires, de Stéphane CORDOBES qui disait « on vit souvent un territoire comme la consommation d'un territoire de ressources illimitées mises à disposition ».

Et en fait, même si chacun d'entre nous dit «

Mais non, mais non, pour de vrai, c'est comme ça qu'on le ressent, on consomme de la culture, on consomme un territoire, mais on surconsomme.

On dit « Je me suis fait un cinéma, et puis après un théâtre, etc. » Et rien que dans le vocabulaire utilisé, il y a déjà un questionnement. Or ces récits de la surconsommation, on sait qu'ils ne sont pas viables et qu'aujourd'hui, si on continue comme ça, on va aller droit dans le mur. Donc je pense qu'il y a un véritable enjeu à créer des récits des sobriétés désirables et de la résilience solidaire. C'est important parce que j'ai utilisé le pluriel pour les récits et pour les sobriétés.

Mais pour ça, et je pense que ça fait lien avec vous, Maud, il faut désincarcérer le futur. On a parlé de DAMASIO, donc c'est le collectif Zanzibar qui dit ça. Comment fait-on pour désincarcérer le futur ? Comment fait-on pour sortir de ces imaginaires dominants dont on est plus de 8 milliards à y croire, qui en gros ferait de la consommation notre bonheur ? On vit avec ça, c'est les suites de l'« american way of life ». Je veux dire que c'est quelque chose qui est profondément ancré en nous et qu'il va falloir désincarcérer, c'est un énorme travail qui va être à faire.

Mais pour ça, il ne va pas falloir construire un récit monolithique. Et c'est pour ça que j'aime beaucoup ce que vous dites aussi. C'est comment on va faire pour pouvoir faire en sorte qu'on ait plusieurs types de récits qui aillent dans cette bonne direction, qui nous permettent d'être celui de récits compatibles avec le vivant, tout simplement, enfin tout simplement, si on reste aux questions de point de vue. Et je trouve qu'il y a un enjeu formidable, mais pour ça il ne faut pas qu'on ait peur.

Et on a trop souvent peur à changer de comportement. On a peur aussi du gouffre qui s'offre à nous parce qu'on est dans une forme de complexité. Et donc on doit apprendre aussi cette pédagogie de la complexité. Je l'ai entendu dire aussi hier, c'est quelque chose qu'on doit inventer, mais on ne sait pas vraiment à quoi ça va ressembler, ni jusqu'où on doit aller. Et c'est pour ça que la transversalité est indispensable. C'est pour ça aussi qu'il faut regarder le mot culture dans toute son acception.

Hier, j'ai aussi posé la question de la publicité. La publicité qui est partout présente. Regardez les panneaux numériques lumineux publicitaires. Regardez derrière les vitrines. Vous êtes sans arrêt dans l'espace public avec cette agression qui est extrêmement présente. Après, il y a la question de la culture. Qu'est-ce que ça veut dire ? Est-ce que c'est un art, je ne sais plus comment s'appeler le nom de la personne qui a parlé hier, mais ce n'est pas le monde de l'art. En fait, c'est vraiment l'art qu'on va remettre au cœur sans faire de ségrégation, en faisant en sorte que tout le monde puisse participer.

Et puis, c'est aussi de se poser la question : mais dans la culture, ça veut dire quoi ? Ça peut être aussi une bouturothèque, une grainothèque, un «repair» café, un tiers lieu. Ce sont des formes nouvelles qui sont à inventer, à développer. Mais ça nécessite aussi, selon moi, de changer en profondeur, de transformer en profondeur

les organisations. On ne peut pas simplement faire des choses sporadiques ici ou là, aussi bien soient-elles, sans se transformer en profondeur. Donc voilà pour moi, récits imaginaires, transformations de l'ensemble de la société, y compris de l'ensemble des organisations, donc des collectivités, des autorités publiques comme l'ADEME, des entreprises, etc.

Emma DELAUNAY : Donc c'est par là qu'il faut commencer pour accélérer les transitions ?

Valérie MARTIN : En tout cas, il faut commencer par s'appuyer sur un certain nombre d'acteurs que l'on va appeler les Imagin'acteurs. Imagin'acteurs, ce n'est pas de moi. C'est le nom que Jules COLLET, qui était en stage dans mon équipe, il n'y a pas si longtemps que ça, l'année dernière, et qui a produit un rapport de stage que je vous invite aussi à aller lire justement pour changer les imaginaires et qui est disponible sur la librairie de l'ADEME, et qui a inventé ce concept d'Imagin'acteurs, parce que ce sont des acteurs qui vont nous permettre véritablement d'appréhender autrement.

C'est ce que vous dites, Maud (LE FLOC'H), quand vous dites qu'on va avoir les savoirs sachants, les savoirs situés, etc. Et dedans, on trouve qui ? Il a fait une cartographie, à un instant T, mais qui est très intéressante. Et dans ceux qui ont le plus d'influence et le plus d'intérêt, il met tout en haut les acteurs culturels. Un petit peu en dessous, il va mettre les collectivités territoriales. Ça tombe bien, urbanisme culturel, pour moi, c'est la croisée de ces deux acteurs-là. Et puis il y a aussi les marques, et il y a aussi tout ce qui tourne autour du monde de l'influence. Et ces Imagin'acteurs, comment fait-on pour les rencontrer ? comment fait-on pour les écouter ? mais les écouter avec sincérité.

J'ai beaucoup aimé, Monsieur LUSSAULT, hier, qui disait, l'attention, prêter véritablement attention, mais quel changement de posture par rapport à la façon dont on aborde les gens en règle générale, avec, surtout, notre posture de sachant. Une agence comme l'ADEME, qui est une agence d'expertise, il a fallu aussi qu'elle s'ouvre. C'est pour ça que je dis, il a fallu aussi qu'elle se transforme de l'intérieur, pour pas être uniquement dans cette posture de sachant, mais dans cette posture d'écoute, qui va permettre de faire advenir les choses.

Et puis ça veut dire que ces Imagin'acteurs, on va leur donner carte blanche pour développer des projets culturels. Je pense, par exemple, à l'Assemblée Citoyenne des Imaginaires qu'on a développé avec Valérie ZOYDO, le Festival Atmosphères, Bluenove et nous, comme partenaires fondateurs, où on a relié des êtres humains normaux, comme vous et moi, c'est-à-dire des citoyens, des experts et des scénaristes, et pour créer justement des nouvelles fictions qui vont permettre de nous embarquer. C'est un projet assez fantastique, c'est-à-dire que des scénaristes pro, ils écoutent les idées qui viennent aussi des citoyens, je trouve que c'est absolument embarquant. Mais les univers, les imaginaires idéels, culturels, ils ne suffisent pas.

Ce n'est pas parce que ici ou là, on va avoir une œuvre d'art, on va aller voir une exposition, ou voir

un film, etc. que ça va nous permettre de changer. Tout comme l'information seule ne suffit pas à faire changer nos comportements. Et pour ça, il faut des univers matérialisés qui vont ensemble et qui vont nous permettre de faire récit commun, comme disait Maud (LE FLOC'H) tout à l'heure, et ça, c'est ce délicieux mouvement de danse où on va danser ensemble entre univers idéal et univers matérialisé pour faire bouger les imaginaires du monde dans lequel on a envie de vivre, parce que la vraie question, c'est quel monde voulons-nous véritablement co-construire ensemble ? C'est nous qui avons les clés collectivement, pas l'un ou l'autre. Voilà, c'est un peu ça la façon dont on pourrait faire.

Emma DELAUNAY : Pour vous, Maud LE FLOC'H, le changement territorial, enfin la transformation d'un territoire, c'est une aventure culturelle. Et aujourd'hui, vous travaillez sur la clause culture. Peut-être que vous pouvez nous glisser 2-3 mots là-dessus.

Maud LE FLOC'H : Avec plaisir. Alors, la clause culture, c'est le nom d'un protocole qui consisterait à introduire dans les marchés publics une clause qui permettrait à l'ensemble de la chaîne d'acteurs d'un projet urbain, d'un projet de transformation, d'un projet de transition, de contribuer à une démarche culturelle associée. C'est-à-dire, cette idée de clause culture remonte à 2017, au moment où la loi LCAP posait l'idée d'un 1% travaux publics élargi sur lequel j'étais intervenue comme rapporteur avec deux inspecteurs, une de la culture et un du développement durable.

Et donc dans ce rapport gouvernemental, remis ensuite au Parlement, l'idée était de dire : le 1% élargi n'est pas une bonne hypothèse parce qu'il intervient toujours à la fin, soit comme cerise sur le gâteau, soit au mieux en travail un peu intégré, mais toujours à la fin, et c'est toujours une charge et pas un motif qui permet de démarrer une opération d'associer les mondes différents, que ce soit les parties prenantes d'un projet, de la maîtrise d'ouvrage aux différents acteurs, mais aussi aux habitants, de les concerner dès le départ avec ce récit, quelle histoire on raconte, et de mettre cette clause culture, une démarche culturelle en tout démarrage d'opérations.

On raconte quoi dans ce projet de friche ? On se raconte quoi dans ce projet de renaturation ? On raconte quoi dans ce projet de recomposition urbaine, de centre-ville ? Qu'est-ce qu'on raconte ? Et avec qui on le raconte ? Et de créer comme ça ces plateaux culturels très en amont, et qu'ils soient facilités par ce protocole de clause culture qui vient intégrer l'ensemble, infiltrer en quelque sorte l'ensemble des appels d'offre.

Et donc ce projet, nous le travaillons aujourd'hui avec deux ministères, le ministère de la Transition écologique et le ministère de la Culture, 3 directions au sein du ministère de la Culture, en premier lieu la direction générale des patrimoines et de l'architecture, la direction générale de la création artistique et la direction générale des territoires. Donc vous voyez, il y a une espèce de moment aussi interministériel qui est en train de se faire sur le bon tissage entre le monde

culturel, vu du ministère de la Culture, le monde de la transition écologique, vu du ministère de la Transition écologique, et l'endroit de la couture et de la fine couture dont je parlais, parce qu'une fois de plus, il y a des précautions à prendre pour ne pas créer l'inverse, parce que ces liaisons peuvent être contre productives, elles peuvent créer de la mise à distance, et non pas du rapprochement.

Voyez, ici on est dans un équipement culturel qui aujourd'hui a toute sa place dans le paysage culturel, mais c'est pas ça, quand on parle d'urbanisme culturel, vous voyez, c'est difficile de parler d'urbanisme culturel dans cette configuration de boîtes noires, de relations frontales. Je pense qu'aujourd'hui il faut aussi envisager une déconstruction, et que l'ensemble des acteurs de la culture puissent aussi travailler à un certain attelage, à déconstruire les modalités de diffusion, de production des actes artistiques, pour qu'ils puissent s'insérer aussi facilement dans les enjeux, dans les contextes, et dans les dynamiques de transition écologique.

D'où ce programme national interministériel, qui se met en place et qui est programmé pour 2024, un lancement et un appel à manifestation d'intérêt des maîtrises d'ouvrage, qui veut participer à ce programme aménagement, culture, urbanisme culturel, close culture, comment est-ce qu'il va être accompagné ? parce que ça se décrète pas comme ça, ça se fait pas très facilement, il faut avoir deux, trois règles et un mode d'emploi, et donc de mettre en orbite cette dynamique autour de l'urbanisme culturel et ce programme national.

Benoît BOUSCAREL : Merci Maud LE FLOCH. Laurent LELLI, comment voyez-vous votre rôle, vous, dans toutes ces questions-là ? et le rôle aussi des agriculteurs ? Tout à l'heure, Simon TEYSSOU nous dira peut-être, il va arriver dans quelques minutes, qu'il y a un lien, il voit un lien, lui en tout cas, entre l'architecture et l'agriculture, en disant, il y a une architecture conventionnelle, il y a une agriculture conventionnelle, et puis évidemment, on peut dépasser ce caractère conventionnel des deux activités. Comment voyez-vous cette chose-là ? et comment pourriez-vous nous expliquer comment enfin arriver à dépasser réellement l'agriculture conventionnelle ? en lien évidemment avec nos soucis d'urbanisme.

Laurent LELLI : Je vais voir comment je réponds à la dernière partie de votre question, mais pour répondre à votre question et en reprenant ce que vient de dire Maud, moi en tant qu'enseignant-chercheur, en tant que responsable d'un campus avec des étudiants de l'enseignement supérieur, je regarde aussi ça dans la manière dont finalement les institutions, l'État, les collectivités, les agences que vous êtes, nous sollicitent et nous demandent en tant qu'enseignant-chercheur de participer à cette coopération. Aujourd'hui, pour Clermont-Ferrand, on est dans un partenariat avec l'Agence d'urbanisme sur un certain nombre de programmes de recherche-actions.

On a été sollicité par Stéphane CORDOBES et Grégory BERNARD pour participer à ces programmes-là, et je dois dire qu'on ne sait pas toujours vers où on va dans la collaboration

qu'on construit, mais cette première étape de se dire faisons-nous confiance au travers de nos différences pour essayer de résoudre une question complexe est la première étape.

La deuxième, pour moi, il faut remonter un tout petit peu plus haut ou regarder les choses avec un prisme plus jeune. Aujourd'hui, il existe dans l'enseignement agricole, technique agricole, les lycées agricoles, une convention qui existe depuis 1990 qui s'appelle la Convention Agri-Culture. Ça veut dire comment tout étudiant qui rentre dans une formation d'un lycée agricole pour apprendre un métier agricole, de la nature, du service sanitaire et social, comment peut-il avoir une expérience avec des artistes, construire un projet culturel, immergé dans un territoire, dans une réalité de projet, et donc cette convention permet depuis les années 90, au travers des professeurs d'éducation socio-culturelle des lycées, de faire l'hybridation des disciplines sur lesquelles vous me questionniez tout à l'heure, on fait travailler des profs de zootechnie, des profs d'aménagement, des forestiers, des profs qui travaillent sur le sanitaire et social, et on met des étudiants qui sont dans ces filières-là à discuter par un filtre culturel de leur attachement à un territoire et de ce qu'ils ont envie d'y faire. Et je trouve que c'est extrêmement puissant. On ne sait pas ce qui va rester de cette expérience-là mais je pense que c'est une façon de faire attachement et de faire sens.

Et donc, moi, mon rôle, c'est aussi dans la collaboration avec vous de trouver les attachements qui vont nous permettre de dépasser les difficultés avec lesquelles on est aujourd'hui un peu plombé, mais pour lesquelles, il me semble, en intelligence un peu collective, en agilité, on a des ressorts pour déjà se dire qu'il y a matière à espérer, et puis, il me semble que, par rapport à ce que vous disiez sur Monsieur TEYSSOU, les territoires ruraux ont une diversité, à la fois parce que l'anthropocène est là et est marqueur de tout un tas de dérèglements qui vont très, très vite.

Et donc, il faut analyser, on a une exigence à analyser ce qui se passe, à analyser les processus à l'œuvre, les dynamiques, cette diversité que provoque le trouble. Le trouble ne fait pas que de l'uniformité dans le territoire. Il provoque énormément de choses qu'on a du mal à caractériser. Et donc, je trouve qu'hybrider les questions d'urbanisme avec les questions agricoles, ce n'est pas vendre du préfabriqué à l'agriculture. C'est plutôt questionner la manière dont l'agriculture veut retravailler à partir de ses ressources locales, d'abord, et comment l'agriculteur peut aussi avoir la capacité à décider tout seul quel équilibre il veut retrouver dans son milieu de vie.

Je crois qu'il y a une vraie question d'équilibre là où l'on est. Et donc, notre boulot, ce n'est vraiment pas l'expertise, c'est plutôt une forme de thérapeutique, et on travaille à rassurer aussi, à dire, oui, il y a une difficulté, il y a une tâche énorme à résoudre, mais on ne va pas renoncer, on y va. On n'est pas nombreux mais on est quand même dans une posture de recherche pour l'action, de recherche pour les gens, et c'est là qu'on se sent utile, me semble-t-il.

Emma DELAUNAY : Il y en a d'autres à rassurer et à qui il faut faire confiance aussi, ce sont les élus qui ont besoin de se former sur des questions un peu transversales, arrêter peut-être les choses un peu techniques, aller sur d'autres choses. Vous, vous avez ce regard-là, Laurent LELLI, sur les formations des élus.

Laurent LELLI : Oui. Je crois que c'est Michel LUSSAULT qui disait bon courage hier. C'est vrai. Nous, dans les expérimentations, on travaille beaucoup avec les chargés de mission de collectivité, avec les consulaires, avec les associations. Et globalement, je dis que chaque fois qu'on est sur une expérimentation, sur le terrain, tout ce qu'on co-construit avec les acteurs, ils en sortent globalement contents, ils ont appris des choses, ils ont partagé une autre réalité que leur réalité professionnelle.

Donc globalement, c'est pour ça que l'on fait ça, parce que finalement, on a des retours assez positifs. Mais ils nous disent, oui, Monsieur LELLI, on va revenir dans notre collectivité et l' élu va nous dire qu'est-ce que tu as appris qui va permettre de solutionner la question du parking, du rond-point.

Et donc on a une difficulté, effectivement, et depuis 15 ans que je suis dans le métier, on dit, il faut des formations techniciens et élus, et on n'y arrive pas parce qu'il y a un problème sur la formation, sur la construction même des dispositifs de formation pour les élus, qui ont quand même beaucoup à se former sur des paramètres techniques, des paramètres de sécurité, des paramètres de normes. S'ils ne le font pas, déjà qu'on a une crise de vocation des élus, ils ne vont pas y aller. En fait il faut qu'on arrive à trouver des dispositifs et des manières de les impliquer.

Alors ils viennent en tant que citoyens, ils viennent en tant qu'habitants, ils ne viennent pas en tant qu'élus, parce qu'ils ont peur que tout ce qu'on est en train de discuter, ça soit totalement inaudible sur le plan sociétal et qu'en termes de relations après à leurs administrés, ils perdent complètement la main, et je crois qu'il faut les aider à changer de paradigme là-dessus.

Emma DELAUNAY : Maud LE FLOC'H, vous vouliez réagir. Vous accompagnez des élus avec le POLAU ?

Maud LE FLOC'H : Oui, ça nous arrive de travailler à différentes échelles, que ce soit avec les métropoles ou des collectivités rurales, notamment à travers la démarche atelier des territoires, les ateliers flash, qui sont une démarche formidable, qui permettent de mettre des élus et des porteurs de projets et des habitants ensemble autour d'une problématique pendant quelques jours et de travailler culturellement aussi un sujet.

Je voulais réagir au fait qu'il y a un petit fondement théorique que je vous recommande, qui est toute l'approche école de Palo Alto, qui était très vive dans les années 70-80, donc Palo Alto aux États-Unis, maintenant c'est habité par Google, mais avant c'était habité par des sociologues, notamment des

chercheurs, extrêmement intéressante qui parle d'approche systémique paradoxale. L'approche systémique paradoxale c'est celle qui permet de retourner des situations pour non pas renforcer un problème en essayant de le changer, mais en travaillant à une inversion, à une logique d'inversion, il y a un retournement à 180° qui permet ce changement de paradigme, qui permet ce changement de plan. Et donc j'en reviens à l'art et à la culture comme outil de retournement, parce qu'ils portent en eux ces capacités d'inversion, ces capacités de changement de perspective évidemment, mais ces capacités d'inversion, si on parle de carnaval, qui sont des grands moments d'inversion, c'est même ce qu'évoquait, une fois de plus, Michel, et sur lequel je l'ai repris hier, sur « j'ai fait le clown, et maintenant je fais le scientifique ».

Mais non, le clown, aujourd'hui, a une faculté et une capacité à retourner ces situations, et ce n'est pas d'un côté en met la culture pour faire le clown, et de l'autre côté, la science pour faire avancer les choses. Il s'agit effectivement de travailler et d'inviter le clown qui est en chacun, et qui est aussi dans l' élu, et qui est aussi dans l'agence d'urbanisme, et qui est aussi dans l'artiste, pour travailler ces retournements.

Benoît BOUSCAREL : Ça se voit plus ou moins chez les élus, le clown. Laurent LELLI, vous voulez réagir ?

Laurent LELLI : Oui. Je voulais vous partager une petite histoire en lien avec ce que vient de dire Maud. En 2008, je fais une expérimentation avec un collègue sociologue sur le parc des Causses du Quercy, dans le Lot et on met en place une petite animation qui s'appelle « Tréteaux du paysage » pour aider le parc à inscrire sa politique paysagère sur le territoire. On crée avec des tréteaux sur des lieux définis des jeux, des situations de scénarisation, pour convoquer les habitants, les institutionnels, les élus. Et on se retrouve sur le premier tréteau sur un village du Causse centrale Gramat, un village un peu emblématique, avec une scénarisation qui a beaucoup à voir avec le sujet de l'anthropocène.

Crise climatique, on a eu une tempête sur le Causse, il y a 200 réfugiés, tous les villages alentours ont été rasés, il faut accueillir ces réfugiés, où est-ce que vous les mettez ? Et on passe une matinée sur le terrain à regarder le village, et il ne se passe rien, c'est-à-dire qu'on veut les mettre nulle part, il n'y a pas de place. Donc première animation du dispositif, on s'est dit, on s'est planté. Avec mon collègue à midi, on se dit : qu'est-ce qu'on va faire cet après-midi ? il faut qu'on partage les résultats, on n'a rien à partager. Et puis le truc qui ne doit pas arriver, arrive. On a un bus d'un centre aéré de gamins qui arrive du village à 20 km de là, des gamins de 4 à 8 ans, je pense qu'ils en avaient marre du bus, ils commencent à courir partout, et mon collègue sociologue me dit : et si on leur faisait jouer la consigne entre midi et deux. Et donc avec leur petit sandwich au jambon, ils courent, ils dessinent, et puis en 1h30, on leur fait faire des scénarios sur : où est-ce qu'on accueille ces réfugiés ? et on leur demande de les présenter aux participants qu'on avait convoqués le matin. Et

vous vous doutez bien qu'ils ont trouvé des endroits où mettre les réfugiés, et ils ont trouvé un endroit où surtout les acteurs ne voulaient pas les voir, c'est l'espace commun, ce qu'on appelle le couderc dans un causse, donc le commun, le collectif, le pré historique là où les moutons venaient, parce qu'il y a toujours la mare, il y a un peu d'eau, et ce couderc, il est tondu par l'employé municipal, il évite les orchidées parce qu'il y a quelques orchidées, mais il fait plus sens, et surtout, on ne met pas les réfugiés là, et les gamins, ils disent, on met les réfugiés là, on fait un tennis parce qu'ils sont malheureux, enfin on trouve tout ce qui est possible de faire pour les aider ; ils sont vraiment dans une optique de prendre soin de gens qui sont malheureux.

Ça réagit et quelques élus, c'est pour ça que je n'ai pas cité la commune, mais quelques élus réagissent en disant : vous êtes gentils, mais ce n'est pas sérieux, parce que c'est le couderc. On leur dit, oui, mais monsieur le maire, vous les mettez où alors ? Ah mais en fait, je m'en fous, on peut même les mettre dans les gouffres du karst du causse, je ne veux pas les voir.

Pourquoi je vous prends cette anecdote ? Je vous prends cette anecdote parce que finalement, elle pose aussi la question de la responsabilité des référentiels de dialogue qu'on doit poser dans nos démarches. Il faut absolument qu'on construise des dispositifs qui soient aussi capables de poser sur la table les controverses, les situations qui peuvent être des situations aussi de refus de la diversité et de l'autre, et je trouve que la démarche par le prétexte paysage, qui est pour moi une démarche culturelle, est un bon moyen de poser ça.

Benoît BOUSCAREL : Merci beaucoup. Merci à tous les trois. On va enchaîner pour arriver à notre dernière table ronde de cette 44e rencontre. Merci Laurent LELLI, merci Maud LE FLOC'H et Valérie MARTIN.